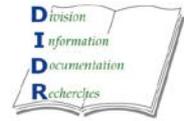


OUGANDA/SOUDAN DU SUD



9 janvier 2017



Exactions imputées aux soldats de l'UPDF dans les années 2000 au Sud-Soudan

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

| | |
|---|----------|
| 1. Le contexte | 3 |
| 2. La région <i>Greater Equatoria</i> | 4 |
| 3. Types d'exactions imputées aux soldats de l'UPDF | 6 |
| 3.1. Pillages, embuscades et meurtres | 6 |
| 3.2. Viols et abus sexuels | 7 |
| 3.3. Difficultés d'identification des belligérants | 7 |
| 3.4. Trafics d'armes et commerces transfrontaliers illégaux | 8 |
| 3.5. Recrutements forcés | 8 |
| 3.6. Le 105ème bataillon | 8 |
| Bibliographie | 9 |

Résumé: point sur les exactions attribuées aux soldats des forces armées ougandaises dans les années 2000 au Sud-Soudan

Abstract: focus on the abuses imputed to the UPDF soldiers in South Sudan during the 2000's.

1. Le contexte

A la fin des années 1990, l'armée ougandaise (*Uganda People's Defence Force/Force de défense du peuple ougandais - UPDF*) s'est déployée officieusement au Sud-Soudan pour combattre les hommes de la *Lord Resistance Army* (LRA) présents dans la région. En 1999, les autorités ougandaises et soudanaises ont signé l'accord de Nairobi. Cet accord bilatéral a permis, de 2002 à 2006, à l'UPDF de pourchasser légalement la LRA en territoire soudanais et d'y mener des opérations militaires pour éliminer ce groupe armé.¹

En février 2002, l'UPDF a ainsi lancé une offensive majeure appelée *Iron Fist*. Celle-ci incluait « *la participation de deux brigades fortes d'une dizaine de milliers de soldats soutenus par des tanks, de l'artillerie et des hélicoptères de combat Mi-24. L'opération correspondit à la phase la plus violente du conflit opposant le gouvernement de Kampala à la LRA. Les pertes subies tant par les deux adversaires que la population civile auraient été extrêmement lourdes* ». ²

Présentée par l'UPDF comme un moyen d'éradiquer la LRA, l'opération *Iron Fist* s'est soldée par un échec et a causé une grave détérioration de la situation humanitaire au Sud-Soudan et dans le Nord de l'Ouganda. Ainsi, les conséquences de cette opération ont été une « *catastrophe pour les peuples du Nord de l'Ouganda. Joseph Kony [le leader de la LRA] n'a pas été capturé, et la plupart des éléments de la LRA basés au Sud-Soudan se sont repliés dans le Nord de l'Ouganda, où les civils ont subi encore plus d'exactions que par le passé* ». A la suite de l'opération *Iron Fist*, le nombre de personnes déplacées est passé de 400 000 à 1,6 million, avec un pic de 2 millions de personnes à l'apogée de la crise.³

Bien que le mandat initial autorisant des opérations militaires ougandaises en territoire soudanaise ait expiré début 2006, l'UPDF est demeurée au Sud-Soudan dans les années suivantes. Le maintien de l'armée soudanaise était fondé sur un accord informel entre le gouvernement de Kampala et les autorités du Soudan du Sud, devenu semi-autonome (pour rappel, l'indépendance du Soudan du Sud a été officiellement proclamée en juillet 2011).⁴

De 2006 à 2008, des représentants de la LRA et du gouvernement ougandais ont mené à Juba des négociations de paix sous les auspices du gouvernement sud-soudanais. En août 2006, un accord de cessez-le-feu a été signé entre l'UPDF et la LRA. Cet accord stipulait que l'UPDF ne devait pas se redéployer au Soudan. Pourtant, durant cette période, l'UPDF a étendu son champ d'action au Sud-Soudan en direction de l'Ouest et du Nord (en se rapprochant de Juba), tandis que les hommes de la LRA basés au Sud-Soudan ont franchi la frontière pour rallier la République démocratique du Congo (RDC).⁵

Selon Mareike Schomerus,⁶ la présence de l'UPDF au Sud-Soudan a contribué à l'échec des négociations de paix entre la LRA et le gouvernement ougandais et entravé la

¹ SCHOMERUS Mareike, « "They forget what they came for" : Uganda's army in Sudan », *Journal of East African Studies*, avril 2012.

² FONTANELLAZ Adrien, « L'armée de résistance du Seigneur », *Militum Historia*, 01/04/2014.

³ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ Membre de la *London School of Economics Development Studies Institute* (DESTIN), Mareike Schomerus est une chercheuse britannique ayant mené de nombreuses recherches sur le conflit entre la LRA et l'UPDF en Ouganda et au Sud-Soudan, notamment sur l'impact de ce conflit sur les populations civiles vivant dans le Sud du Soudan. En avril 2012, la revue *Journal of East African Studies* a publié son article intitulé « "They forget what they came for": Uganda's army in Sudan ». Pour la rédaction de cet article, Mareike Schomerus a mené plus de 600 entretiens entre 2005 et 2011 en Ouganda et au Soudan avec des civils, des membres de la LRA, des soldats de l'UPDF, des travailleurs humanitaires, des responsables gouvernementaux sud-soudanais, etc. Elle s'est particulièrement concentrée sur les régions où étaient présente l'UPDF entre 2006 et 2009. Lors des

transition du Sud-Soudan vers la paix après la signature en 2005 du *Comprehensive Peace Agreement* (CPA)⁷ par le SPLM/A⁸ et le gouvernement de Khartoum.⁹

En décembre 2008, l'UPDF a lancé l'opération *Lightning Thunder*. Celle-ci a été « soigneusement préparée par les services de renseignements, qui avaient identifiés le camp dans lequel se trouvait le leader de la LRA. Cette opération prévoyait une frappe aérienne par les jets ougandais suivie par un assaut de commandos hélicoptères. Une importante force terrestre incluant 4 200 hommes soutenus par des blindés avait été rassemblée dans le Nord-Ouest de l'Ouganda et devait avancer rapidement dans la zone afin d'achever la destruction de l'ennemi ».¹⁰

Les opérations *Iron Fist* et *Lightning Thunder* ont eu des conséquences dévastatrices pour les populations civiles. Toutefois, en dépit de nombreuses preuves, la communauté internationale a largement minimisé les responsabilités de l'UPDF dans le déplacement des populations locales et les exactions contre les civils. Les incursions de l'UPDF au Soudan n'ont fait l'objet d'aucune surveillance pour garantir la sécurité des populations civiles laissant ainsi les soldats ougandais libres de poursuivre leurs opérations contre-insurrectionnelles au Soudan et de commettre des exactions contre les populations locales.¹¹

2. La région Greater Equatoria

Selon Mareike Schomerus, la présence de l'UPDF au Sud-Soudan a contribué à la militarisation de la région, à l'exploitation illégale des ressources naturelles locales, et à la commission d'atteintes aux droits de l'homme systématiques contre des civils soudanais.¹²

Les exactions commises dans les années 2000 par l'UPDF au Sud-Soudan ont eu lieu principalement dans la région dite *Greater Equatoria*, qui englobait à cette époque les trois provinces soudanaises suivantes : Western Equatoria, Eastern Equatoria, et Bahr al Jabal (renommée Central Equatoria en 2005).

Ainsi, d'après le journal ougandais *Sunday Monitor*, de 1993 à 2007, environ 5 200 personnes ont été tuées dans la région *Greater Equatoria* par la LRA ou l'UPDF.¹³

Mareike Schomerus fournit quelques indications concernant les localités sud-soudanaises particulièrement concernées par la présence de l'UPDF au cours des années 2000 :

- durant l'opération *Iron Fist*, l'UPDF a tout d'abord stationné près de la frontière ougandaise, à Magwi et à Palotaka (Eastern Equatoria). Par la suite, sa présence s'est étendue à d'autres régions du Sud-Soudan. Après une attaque de la LRA en 2003 contre

négociations de Juba (2006-2008) entre la LRA et le gouvernement ougandais, Mareike Schomerus a séjourné pendant dix mois sur le terrain. En juin 2008, avec une équipe de recherches de quatre personnes, elle a séjourné dans les zones affectées par la LRA dans les régions Eastern Equatoria et Central Equatoria pour y mener de nombreux entretiens avec des civils, des leaders locaux et des représentants du gouvernement.

⁷ Le *Comprehensive Peace Agreement* (CPA) a été signé en janvier 2005 par le SPLM/A et le gouvernement de Khartoum. Cet accord de paix marque officiellement la fin de la seconde guerre civile soudanaise (1983-2005)

⁸ D'abord mouvement rebelle sudiste basé à Juba durant la seconde guerre civile, le *Sudan People's Liberation Movement* (SPLM) est ensuite devenu un parti politique signataire du CPA en 2005. Dirigé par Slava Kiir, président du Soudan du Sud, le SPLM est à présent le parti majoritaire dans ce pays. Ancienne branche armée du SPLM, la *Sudan People's Liberation Army* (SPLA) constitue désormais l'armée nationale sud-soudanaise.

⁹ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

¹⁰ FONTANELLAZ Adrien, art.cit.

¹¹ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

des casernes du SPLA à Pajok (Eastern Equatoria), ayant coûté la vie à neuf soldats du SPLA, l'UPDF s'est établie dans la base de Palotaka.¹⁴

- en 2005, l'UPDF tenait des positions dans la région Western Equatoria. Cependant, Nimule (dans le comté de Magwi, Eastern Equatoria) abritait à cette époque le principal avant-poste de l'UPDF qui menait des incursions vers Pager et Moli (Eastern Equatoria).¹⁵

- à la mi-2008, des soldats de l'UPDF ont été aperçus autour de Yei (Central Equatoria), Maridi (Western Equatoria) et Nabanga (Western Equatoria). Plus à l'Est, les activités de l'UPDF dans la province Eastern Equatoria ont baissé en intensité courant 2008, tandis que des troupes ougandaises demeuraient présentes à Aru Junction (Central Equatoria), sur la route Juba-Nimule.

- en décembre 2008, l'UPDF a lancé l'opération *Lighthouse Thunder*. Cette opération a marqué le début d'un déplacement des troupes de l'UPDF en direction du Nord, dans la province Western Equatoria.¹⁶

Lors des années 2000, les habitants de la province Eastern Equatoria ont pâti de l'hostilité historique entre Equatoriens (habitants de la région *Greater Equatoria*) et le SPLA, et des accusations récurrentes formulées par le SPLA et l'UPDF à l'encontre des Acholi, groupe ethnique réparti entre l'Ouganda et le Sud-Soudan¹⁷.

Ainsi, selon leurs détracteurs, les « *Eastern Equatorians* » donnaient refuge à des éléments de la LRA et contribuaient activement à la survivance de ce groupe armé.¹⁸

A cet égard, Mareike Schomerus rappelle que certaines tribus équatoriennes implantées le long de la frontière soudano-ougandaise ont effectivement collaboré et caché dans leurs habitations des combattants de la LRA. Exposés pendant des années à des attaques armées et dépourvus de protection, les « *Eastern Equatorians* » ont développé des stratégies de protection avec des groupes armés. Par exemple, ils ont obtenu l'immunité et la garantie de ne pas être attaqués par la LRA à la condition de fournir à ses soldats des vivres, des abris, et des renseignements. Il s'agissait d'une stratégie de survie nécessaire pour ces communautés qui ne pouvaient pas se permettre d'être hostiles à l'égard de la LRA.¹⁹

Dans un entretien accordé en juin 2006 à Mareike Schomerus, une élue du comté de Magwi (Eastern Equatoria) indique que : « *Le SPLA pense que les Acholi et les Madi soutiennent la LRA, mais les Madi et les Acholi ont été traumatisés par tous les belligérants : le SPLA, la LRA, et l'UPDF* ». ²⁰

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Joseph Kony, le leader de la LRA, se présente comme le porte-parole des revendications des tribus Acholi et Llanko, établies au Nord de l'Ouganda et au Soudan du Sud. La LRA a vu le jour en 1987 dans le nord de l'Ouganda au sein de communautés de l'ethnie acholie. Les Acholis ont souffert d'abus graves de la part des gouvernements successifs d'Ouganda dans les années 1970 et 1980, marquées par l'agitation politique. Joseph Kony, Acholi lui-même, et sa campagne contre le gouvernement ougandais jouissaient au départ d'un certain soutien populaire, mais ce soutien a faibli au début des années 1990 lorsque la LRA est devenue de plus en plus violente à l'encontre des civils, y compris à l'encontre d'autres Acholis. *Global Terror Watch*, « Lord's Resistance Army (LRA) », 21/08/2014 ; *Human Rights Watch*, « Questions et réponses sur Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur », 21/03/2012.

¹⁸ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

3. Types d'exactions imputées aux soldats de l'UPDF

De nombreux interlocuteurs Sud-soudanais rencontrés en 2006 par Mareike Schomerus ont déploré que les soldats de l'UPDF ne leur aient jamais fourni de protection alors qu'ils étaient pourtant censés intervenir dans leur région pour mettre un terme aux exactions de la LRA.

Selon un membre de l'assemblée de la province Eastern Equatoria (interrogé en novembre 2006), les soldats de l'UPDF évitaient les confrontations directes avec les hommes de la LRA²¹. Selon le président de la communauté acholi soudanaise de Juba (interrogé en novembre 2006), « *le sentiment du peuple est que les soldats de l'UPDF ne le défendent pas. Ils ne s'engagent pas dans des affrontements efficaces contre la LRA alors que leur mission est de combattre ce groupe armé* ». ²²

Paru en 2007, un rapport publié par le centre de recherches *Feinstein International Center* indique que dans le village d'Agoro (comté d'Ikotos, Eastern Equatoria), l'UPDF a installé ses quartiers dans le centre du village, utilisait les habitants des environs comme boucliers humains et réagissait généralement aux attaques de la LRA trop tardivement, bien après le départ des assaillants.²³

3.1. Pillages, embuscades et meurtres

Rencontré par Mareike Schomerus en juin 2008, le chef exécutif de Pajok a cité les cas suivants d'exactions commis par l'UPDF : « *Cette armée a été envoyée pour pourchasser la LRA au Sud-Soudan, elle devrait protéger et assurer la sécurité des populations civiles dans la région. A notre surprise, l'UPDF s'est comportée de la même façon que la LRA. Ils ont tué six personnes et tué trois autres à Pajok. Ils montent des embuscades sur les routes, volent les motos, les vélos, les biens, et l'argent des habitants. Ils tuent ceux qui tentent d'échapper [à ces extorsions]. Cela s'est passé à Komormo, Pogee et Pajok. Quand ils vous attrapent dans la brousse ou dans un lieu isolé, ils vous tuent aussitôt, sans chercher à savoir si vous êtes ou non membre de la LRA* ». ²⁴

Durant les négociations de Juba (entamées en juillet 2006), des « *Eastern Equatorians* » ont publié un communiqué qui répertorie les exactions commises par l'UPDF. Selon cette source, plutôt que de pourchasser et de combattre la LRA, les soldats de l'UPDF pointent leurs fusils en direction des populations civiles, tirent, pillent, violent et brûlent des huttes en prétendant pourchasser la LRA. Par exemple, dix personnes ont été tuées à Lulobo, dans la région de Madi, deux personnes ont été tuées et d'autres ont été blessées. Le communiqué soutient que les abus contre les civils commis par l'UPDF « *étaient et demeurent intentionnels* ». ²⁵

En 2008, des observateurs internationaux ont recueilli des preuves quant à l'implication de l'UPDF dans le meurtre d'un civil sud-soudanais survenu en juin 2008 à Pageri Payam (Eastern Equatoria) et rédigé un rapport à ce sujet. Ce document a été rédigé à la suite d'un exercice de vérification effectué par la *Cessation of Hostilities Monitoring Team* (CHMT). ²⁶

La CHMT regroupait des officiers de plusieurs pays africains (Afrique du Sud, Kenya, Tanzanie, Mozambique, Ouganda, Soudan du Sud) et des représentants de la LRA. Créée

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ OCHAN Clement, *Responding to Violence in Ikotos County, South Sudan: Government and Local Efforts to Restore Order*, Feinstein International Center, décembre 2007.

²⁴ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Sudan Tribune*, « Ugandan army implicated in southern Sudan atrocities—Official report », 04/07/2008.

conformément aux termes de l'accord de cessez-le-feu signé à Juba en août 2006 entre le gouvernement ougandais et LRA, la CHMT avait pour mission de repérer et de signaler toutes éventuelles violations de cet accord de cessez-le-feu.²⁷

A la suite d'une enquête de terrain, la CHMT a ainsi obtenu les informations suivantes : le 14 juin 2008, un groupe armé d'environ 30 hommes a mené un raid contre cinq maisons du village de Nyongwa. Les assaillants ont volé de la nourriture et des objets domestiques, et enlevé un homme de 31 ans, Jino Moga Mandara. Son cadavre a été retrouvé trois jours plus tard, à trois kilomètres de chez lui, sur la route empruntée par les assaillants après l'attaque du village. Le défunt présentait des blessures à la tête et dans le dos. A côté de sa dépouille, deux sacs contenant des vêtements militaires, des aliments et des ustensiles ont été retrouvés. Ces sacs et les objets qu'ils contenaient provenaient de l'UPDF.²⁸

Selon des habitants d'Owiny-Kibul interrogés en décembre 2006, des soldats ougandais ont enfoui des mines le long de la route entre Panyikwara et Magwi quand l'UPDF a quitté Palotaka pour Tibika, restreignant ainsi fortement la liberté de mouvements des populations locales.²⁹

3.2. Viols et abus sexuels

Interrogée en juin 2008, une femme originaire de Magwi affirme que de nombreuses femmes de sa communauté ont été violées à maintes reprises par des soldats issus de diverses armées ou groupes armés.³⁰

Egalement interrogé en juin 2008, un chef religieux d'Ikotos indique que « *l'UPDF a commis des viols et des pillages ici, principalement à Katire* ». ³¹

3.3. Difficultés d'identification des belligérants

Diverses sources rencontrées par Mareike Schomerus soulignent que les soldats de l'UPDF ont commis des exactions en tentant de se faire passer pour des combattants de la LRA.

Ainsi, d'après le chef de la localité d'Owiny-Kibul, en 2006, l'UPDF a tué quatre habitants en tentant de faire croire à une attaque de la LRA.³²

Selon une femme originaire de Magwi (interrogée en juin 2008), quand ils n'avaient rien à manger, les soldats de l'UPDF se faisaient parfois passer pour des hommes de la LRA et montaient des embuscades.³³

Une parlementaire sud-soudanaise interrogée en octobre 2006 indique qu'il était généralement difficile pour les communautés locales d'identifier précisément leurs assaillants, comme en atteste une requête formulée lors des négociations de Juba par les populations locales. Celles-ci ont demandé à ce que les combattants de l'UPDF, du SPLA et de la LRA portent des uniformes différents pour pouvoir être distinguables.³⁴

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

3.4. Trafics d'armes et commerces transfrontaliers illégaux

Les soldats de l'UPDF présents dans les années 2000 au Sud-Soudan ont pris part à l'exploitation illégale des ressources naturelles locales. L'entreprise commerciale la plus lucrative était l'abattage illégal de bois de teck dans les forêts de la région Eastern Equatoria.³⁵

Selon un rapport un rapport publié en 2007 par le centre de recherches *Feinstein International Center*, « certains éléments de l'UPDF ont contribué à l'insécurité dans le Sud-Soudan en prenant part à des trafics d'armes ». ³⁶ Selon des interlocuteurs interrogés en janvier 2008 par Mareike Schomerus, des soldats de l'UPDF ont été vus, jusqu'en janvier 2008, en train d'échanger leurs armes contre de la nourriture dans la région de Kajo Keji.

Dans un article paru en octobre 2009, un journaliste du quotidien ougandais *The Independent* souligne que James Kazini (chef des armées ougandaises de 2001 à 2003) était soupçonné d'avoir créé une unité semi-autonome dans la région soudanaise *West Nile* dans le but de gagner de l'argent grâce à des activités commerciales transfrontalières entre le Sud-Soudan et l'Ouganda.³⁷

3.5. Recrutements forcés

Des Soudanais ont été recrutés de force par l'UPDF, en particulier par le 105^{ème} bataillon, qui avait besoin de leurs connaissances du terrain pour agir efficacement dans la région.³⁸

Les soldats de l'UPDF faisaient appel à des locaux pour qu'ils les aident à trouver les hommes de la LRA. Après avoir été conduits jusqu'aux bases de la LRA, les soldats de l'UPDF menaçaient de mort leurs « guides » soudanais, au motif que seuls des collaborateurs de la LRA seraient en mesure de connaître leurs cachettes.³⁹

A Kitire, en 2004, des soldats de l'UPDF ont tué trois de leurs « guides » soudanais qui devaient les conduire à une cachette de la LRA.⁴⁰

1.3.6. Le 105ème bataillon

Le célèbre 105^{ème} bataillon de l'armée ougandaise, composé notamment d'anciens de la LRA et doté de structures de commandements floues, a été envoyé au Soudan, où il a mené des « pseudo-opérations ». Selon des notables du comté de Magwi interrogés en juin 2008, lorsque la presse ougandaise annonçait une augmentation des activités et des mouvements de la LRA, les habitants subissaient pillages et harcèlement du fait des hommes du 105^{ème} bataillon, y compris dans des régions où la LRA n'était pas active localement.⁴¹

Selon le chef d'Owiny-Kibul, interrogé en novembre 2006 par Mareike Schomerus, « les soldats de l'UPDF sont juste là pour faire du business. Ils ne veulent pas se battre. S'ils entendent que ces hommes [les combattants de la LRA] sont de ce côté-ci de la route, ils ne bougent pas et restent là. Ils ne veulent pas mourir, ils veulent gagner de l'argent ». ⁴²

³⁵ *Ibid.*

³⁶ OCHAN Clement, art.cit.

³⁷ *The Independent*, "UPDF Commanders Confess to Existence of Ghost Soldiers", 20/10/2009.

³⁸ SCHOMERUS Mareike, art.cit.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

Bibliographie

(Les sites web ont été consultés en décembre 2016 et janvier 2017)

Articles scientifiques

FONTANELLAZ Adrien, « L'armée de résistance du Seigneur », *Militum Historia*, 01/04/2014.

<http://lautrecotedelacolline.blogspot.fr/2014/04/larmee-de-resistance-du-seigneur.html>

SCHOMERUS Mareike, « "They forget what they came for" : Uganda's army in Sudan », *Journal of East African Studies*, avril 2012.

http://eprints.lse.ac.uk/43407/1/_lse.ac.uk_storage_LIBRARY_Secondary_libfile_shared_repository_Content_Schomerus%2C%20M_They%20forget_Schomerus_They%20forget_2014.pdf

OCHAN Clement, *Responding to Violence in Ikotos County, South Sudan: Government and Local Efforts to Restore Order*, Feinstein International Center, décembre 2007.

<http://fic.tufts.edu/assets/Responding+to+Violence+in+Ikotos+County+South+Sudan.pdf>

Médias

Global Terror Watch, « Lord's Resistance Army (LRA) », 21/08/2014.

<http://www.globalsecurity.org/military/world/para/lra.htm>

Human Rights Watch, « Questions et réponses sur Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur », 21/03/2012.

<https://pantheon.hrw.org/fr/news/2012/03/21/questions-et-reponses-sur-joseph-kony-et-larmee-de-resistance-du-seigneur>

The Independent, "UPDF Commanders Confess to Existence of Ghost Soldiers", 20/10/2009.

<http://allafrica.com/stories/200911200656.html>

Sudan Tribune, « Ugandan army implicated in southern Sudan atrocities—Official report », 04/07/2008.

<http://www.sudantribune.com/spip.php?article27737>